



Invité au journal Afrique le mardi 24 janvier sur la chaîne de télévision française France 24, le ministre Issa Tchiroma Bakary répondant aux questions de la journaliste française est revenu est substance sur la dernière actualité de la crise qui paralyse les régions anglophones du Cameroun depuis novembre 2016.

D'entrée de jeu, il a été demandé au ministre camerounais de la communication de confirmer la détention d'Ayuk Tabe et son état-major sur le sol nigérian. Mais le porte-parole du gouvernement va se montrer très prudent, selon lui, il est hors de question d'« infirmer ou confirmer » si ces « terroristes » se trouvent au Nigeria. Cependant, le ministre précise « qu'ils se trouvent quelque part et jouissent des droits que leur confèrent leur position ».

Jouant toujours à la carte de la prudence, au ministre Issa Tchiroma de déclaré. « Si d'aventure j'avais de telles informations j'aurais été le premier à convier toute la presse pour porter à sa connaissance les informations de cette nature ».

Le ministre de la communication va assimiler la ressentie sortie du Cardinal Christian Tumi dans laquelle il dénonçait les « exactions » et déclarait que « La violence ne peut jamais faire revenir la paix » à une sorte d'instrumentalisation.

Selon lui, le prélat aujourd'hui à la retraite pour qui il affirme avoir une admiration sans borne

doit rester prudent.

« Les sécessionnistes vont l'instrumentaliser...et tous ceux qui incarnent aujourd'hui l'espoir des valeurs religieuses sûres », déclare-t-il.

Pour des tractations qu'annoncent une certaine opinion entre le gouvernement camerounais et le séparatistes anglophones, le ministre ne va pas aller du dos de la cuillère.

« Comment voulez-vous demander au gouvernement camerounais de s'asseoir autour d'une table avec une population dont l'objet est l'amputation d'une partie de notre territoire ? Ça ne s'est vu nulle part au monde et ça ne peut pas se voir au Cameroun ! On ne négocie pas avec ceux qui veulent amputer une partie de notre territoire pour constituer une hypothétique République », s'alarme-t-il.